

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL  
AU  
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**

Ottawa, Ontario  
Les 11 et 12 mars 2015

Conscœurs et confrères,

Au cours des premiers jours de l'année 2015, nous avons terminé une grande partie de la planification stratégique et financière des initiatives nationales qui seront entreprises cette année. Si le premier trimestre de 2015 est représentatif de ce qui nous attend cette année, nous pouvons être sûrs d'avoir les ressources, le leadership et les stratégies nécessaires pour relever les défis auxquels nous ferons face cette année.

Au cours des deux derniers mois, j'ai participé à des réunions de nombreux comités nationaux qui se sont déjà réunis au début de l'année. Vous verrez les plans précis et les discussions dans leurs rapports. Tous les comités nationaux sont en train de revoir leurs plans pour 2015 pour voir comment nous pouvons intégrer dans notre travail, les thèmes du SCFP pour l'élection fédérale de cette année, notamment :

- Services de garde à l'enfance
- Soins de santé
- Sécurité de retraite
- Bons emplois et économie

En janvier et février de chaque année, les dirigeants nationaux rencontrent les conseillers syndicaux et spécialisés dévoués et engagés du SCFP dans les huit régions et à notre bureau national. Ces rencontres sont une occasion cruciale d'informer le personnel sur la perspective nationale, d'obtenir ses commentaires et de connaître les défis en région.

Il est clair que nous sommes confrontés aux effets des budgets d'austérité, de la privatisation, de la sous-traitance et de la restructuration dans chaque région. Il est également clair que les membres du SCFP se mobilisent et se tiennent debout pour résister à ces attaques chaque jour.

Face à cette réalité dans tout le pays, nous savons que la meilleure façon de contrer les lois antisyndicales et anti-travailleurs, c'est d'élire un gouvernement ami des travailleurs. Nous ne devons pas oublier que le plus grand défi que nous devons relever cette année sur la scène nationale est l'élection fédérale. Nous pouvons faire une différence comme jamais

auparavant. Nous avons la possibilité d'élire le premier gouvernement néo-démocrate au Canada. Si nous recentrons nos campagnes et que nous intégrons une communication directe avec nos membres dans notre travail sur l'élection, nous ferons une différence.

Nous avons tenu la première assemblée téléphonique de l'année pour tous les coprésidents et le personnel-ressource au début de janvier. Il a été très instructif d'entendre les commentaires et les comptes rendus de notre conférence très réussie du Conseil national des secteurs à l'automne 2014. Les dirigeants syndicaux ont convenu que la conférence a été un succès retentissant et nous a donné des suggestions utiles qui nous aideront dans nos planifications à venir. Nous nous efforçons de mettre à jour les coordonnées de nos dirigeants dans nos bases de données afin que tous les dirigeants locaux soient en mesure de se joindre à nous lors des appels à venir.

J'ai eu le grand honneur de participer à la Conférence nationale du SCFP sur les droits de la personne à Winnipeg, en février. Il s'agit de la plus importante conférence sur les droits de la personne dans l'histoire du SCFP. Cinq cent délégués et membres du personnel de tous les coins du pays ont passé trois jours ensemble à planifier et parler des moyens de renforcer notre travail de défense des droits de la personne au SCFP. Quelle façon puissante de commencer l'année!

Cela m'a rappelé que notre Énoncé sur l'égalité nous guide dans notre travail, chaque jour. Même si nous croyons au passage de l'énoncé disant : « les femmes et hommes syndiqués sont égaux et ils et elles méritent le respect à tous les niveaux », nos membres qui réclament l'égalité font toujours face à de nombreux défis difficiles et différents. Ceux d'entre nous qui ont participé à la conférence en sont sortis avec une perspective renouvelée, selon laquelle plus nous nous comprenons les uns les autres, plus forts nous sommes, et nos différences ne nous affaiblissent pas. Nos différences nous rendent plus forts. Nous avons renouvelé notre engagement à être des syndicalistes qui défendent la justice et l'égalité dans tout ce que nous faisons dans nos lieux de travail, nos rassemblements syndicaux, nos collectivités et dans le monde entier.

En regardant de plus près nos plans pour 2015, nous pouvons être assurés que nous avons les ressources nécessaires pour relever tous nos défis si nous nous battons de façon intelligente et si nous travaillons ensemble. Au cours des dernières années, nos revenus augmentaient normalement de près de 7 %, mais ils ont chuté à un peu plus de 3 % après la crise financière. Comme nous l'avons indiqué en 2014, la croissance du revenu du SCFP a considérablement ralenti et, nos coûts fixes ont augmenté de 2,3 %. Nous nous attendons à ce que cette tendance se poursuive tout au long de 2015 et au-delà.

Nos projections de revenus de capitation sont fondées sur les salaires moyens et la croissance de l'effectif par région et par division. À moyen et à long terme, nous nous attendons à ce que nos revenus augmentent d'environ 2,5 % à 3 % chaque année. Nous savons que la croissance de l'effectif est très difficile à prévoir. Les gouvernements forcent les votes de représentation, comme le démontre le projet de loi 10 au Québec. Même si cela pourrait mener à une diminution du nombre de membres, nous nous sommes engagés à lutter avec toutes les ressources nécessaires pour éviter ces circonstances.

Il en est de même en Nouvelle-Écosse, où le gouvernement impose de telles restructurations. Le SCFP résistera vigoureusement à toutes tentatives de briser notre syndicat.

Dans le budget de cette année, nous sommes engagés à obtenir les ressources nécessaires pour entreprendre ces batailles.

En raison d'une gestion serrée, nous continuons à gérer de près les dépenses du SCFP. En 2014, les pressions des dépenses ont été telles que nous avons dépensé 2,9 millions de dollars de plus que prévu dans le budget. Comme notre revenu de capitation était de 1,6 % supérieur à ce que nous avons prévu, nous avons respecté notre objectif d'éviter de finir l'année avec un déficit.

Lors de notre réunion de décembre, le Conseil exécutif national a approuvé le budget de 2015. La croissance des revenus prévue en 2015 est de 2,8 %. Le montant nominal des nouveaux revenus a été très soigneusement réparti dans les postes budgétaires où ils produiront les meilleurs résultats. Le budget nous permet de continuer à fonctionner à notre niveau actuel, mais nous sommes très conscients que les dépenses devront être réduites dans de nombreux domaines pour pouvoir couvrir les coûts de fonctionnement.

La capitation du CTC a augmenté cette année, et nous payons également la cotisation spéciale de 700 000 \$ au CTC pour contribuer au paiement de la campagne Ensemble pour un monde plus juste du CTC et les publicités télévisées. L'an dernier, nous avons aussi payé une cotisation spéciale de près de 800 000 \$. Nous avons consacré une petite quantité des nouveaux revenus à certains postes budgétaires.

Lorsque nous examinons l'autre partie de notre budget, la Caisse nationale de défense, nous voyons que nous avons de gros défis à relever. Notre budget de 9,4 millions de dollars permet de payer les campagnes à frais partagés, les importants projets de recrutement, les initiatives stratégiques nationales et régionales et les projets décidés lors du congrès.

Si nous examinons les trois dernières années, nous avons toujours dépensé plus que prévu au budget pour les campagnes à frais partagés. C'est de l'argent bien dépensé tant que nous continuons à obtenir la participation des membres à chacune des campagnes. Nous savons que nous devons aussi être prêts à toutes les luttes à venir. Le Conseil exécutif national devra examiner le financement des campagnes à frais partagés et étudier les moyens d'accroître les sommes à notre disposition pour payer les campagnes à frais partagés et le recrutement, ainsi que les projets que nous finançons à l'échelle mondiale avec le fonds pour la Justice mondiale.

Dans notre budget de 2015, nous avons augmenté de 100 000 \$ le budget de recrutement, mais nous sommes confrontés à des défis très différents en matière de recrutement en 2015. La restructuration du gouvernement continue à représenter d'énormes défis partout au pays, et nous devons concentrer nos ressources dans ces domaines critiques.

Mis à part notre budget, d'autres projets importants sont en cours. Vous savez que notre régime d'assurance-cautionnement national protège toutes les sections locales et le SCFP au complet contre la fraude et les pertes financières. Au cours des dernières années, nous avons constaté une forte augmentation du nombre de demandes de recouvrement dans les sections locales. Cela signifie que nous avons subi de grosses augmentations de nos primes d'assurance. La compagnie d'assurance-cautionnement a maintenant établi une franchise de cinq mille dollars pour chaque réclamation.

L'autre changement qu'exige la compagnie d'assurance, c'est que le SCFP national doit maintenant avoir une copie à jour du rapport des syndicats pour toutes les sections locales qui soumettent une réclamation. Ce rapport des syndicats doit être déposé dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier de la section locale pour être accepté par la compagnie d'assurance-cautionnement. Nous savons déjà que chaque section locale doit déposer un rapport des syndicats au National. Ce changement renforce la nécessité de comprendre qu'à chaque niveau du SCFP, il faut faire preuve de transparence et de responsabilité lorsqu'il s'agit de nos dépenses. C'est ce que nos membres attendent de nous.

## **ÉTATS FINANCIERS POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2014**

### ***Caisse générale***

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2014 se situait à 196,1 millions de dollars, comparativement à 191,9 millions de dollars au 30 septembre 2014 et à 183,7 millions de dollars au 31 décembre 2013. Les postes significatifs sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 31 décembre 2014 était de 12,8 millions de dollars, comparativement à 10,3 millions de dollars au 30 septembre 2014 et à 10,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Le solde bancaire inclut diverses liquidités internes réservées au paiement des indemnités de retraite, à la capitalisation des futurs avantages sociaux, au congrès de 2015, à une réserve pour l'entretien des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Les immobilisations ont augmenté de 640 000 \$ nets au cours du trimestre. En ce qui concerne les immeubles, les travaux de remplacement de l'enveloppe de l'édifice du bureau régional de l'Ontario sont terminés et respecteront le budget. Nous continuons de recevoir des factures au cours de ce trimestre. De plus, nous avons entrepris des améliorations locatives dans nos bureaux de St. John's et de Grande Prairie. Sur le plan technologique, les travaux se poursuivent en matière de vidéoconférence au sein de l'organisation. Le projet d'élaboration et de mise en œuvre d'un Système de gestion électronique des documents et dossiers progresse, ainsi qu'un certain nombre de petits projets d'infrastructure à la Direction de la technologie.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 138,7 millions de dollars au 31 décembre 2014, comparativement à 136,5 millions de dollars à la fin du trimestre précédent.

Dans le budget de 2010, nous avons approuvé une augmentation de la provision annuelle destinée au passif de capitalisation des avantages sociaux futurs, conformément à notre objectif d'inscrire tout le passif à notre bilan. Cette disposition a été fixée à 7 080 000 \$ pour 2014 et augmentera encore de 900 000 \$ chaque année à l'avenir. Dans les états financiers vérifiés du 31 décembre 2013, il y avait toujours un écart de 178,0 millions de dollars entre le passif réel et ce que nous avons inscrit dans ces états financiers. Comme nous l'avons indiqué à la réunion du Conseil exécutif national de décembre 2014, tant que nous continuerons à établir le budget en tenant compte de ces dépenses suivant la feuille de route et pourvu que les coûts annuels réels correspondent à ce qu'avait prévu l'actuaire, en 2018, le montant que nous avons établi dans le budget chaque année devrait suffire pour couvrir les coûts annuels réels, et l'écart devrait commencer à diminuer au cours des années suivantes. Au 31 décembre 2014, notre bilan présente un passif de 83,2 millions de dollars.

Le solde de la Caisse au 31 décembre 2014 se situait à 57,4 millions de dollars, dont 3,8 millions de dollars sont réservés comme suit : Caisse de participation aux congrès et aux événements nationaux, 1,08 million de dollars, et, Fonds pour les édifices régionaux, 2,75 millions de dollars. Le Fonds de riposte affecté est maintenant entièrement épuisé. De ce solde, nous avons investi 54,2 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde négatif sans restriction de 627 000 \$. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est immobilisé, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

L'excédent d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et les gains non matérialisés sur les placements) pour l'exercice à ce jour est de 2,2 millions de dollars. Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 2,9 millions de dollars, et le total des revenus est supérieur au budget de 4,1 millions de dollars, grâce aux gains de placements. Le total des dépenses est supérieur au budget de 2,9 millions de dollars.

Voici quelques éléments significatifs :

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique étaient de 426 000 \$ inférieures au budget dans le présent rapport préliminaire final pour 2014.
2. Sous Développement syndical, les dépenses consacrées au perfectionnement du personnel étaient supérieures au budget de 182 000 \$.
3. Les comités nationaux ont dépassé leur budget de 411 000 \$, surtout à cause des coûts accrus occasionnés par la rencontre bisannuelle conjointe de tous les comités.
4. Les frais professionnels dépassent le budget de 645 000 \$.
5. Les coûts liés au Programme des ressources humaines dépassent le budget de 794 000 \$.

### ***Caisse nationale de défense***

Au 31 décembre 2014, l'actif total s'élevait à 8,2 millions de dollars comparativement à 11,2 millions de dollars au 30 septembre 2014 et à 8,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Le solde de caisse au 31 décembre 2014 est de 1,3 million de dollars, comparativement à 4,5 millions de dollars au 30 septembre 2014. En outre, nous avons des placements totalisant 5,5 millions de dollars, comparativement à 5,4 millions de dollars au 30 septembre 2014.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour l'année ont totalisé 2 830 756 \$ sur un budget annuel de 2,6 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont établies à 2 176 013 \$, et les initiatives nationales en matière de stratégie ont totalisé 2 075 418 \$. Le total des dépenses consacrées aux initiatives régionales s'est établi à 1 609 317 \$.

### ***Caisse nationale de grève***

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2014 s'élevait à 79,8 millions de dollars, comparativement à 80,6 millions de dollars au trimestre précédent. Cet actif était composé de 2,0 millions de dollars en liquidités, de 2,2 millions de dollars en capitation à recevoir et de 75,6 millions de dollars en placements.

Au passif, nous avons des comptes à payer et des dettes courues de 358 000 \$ et un petit montant de 4 108 \$ payable à la Caisse générale. Par conséquent, au 31 décembre 2014, le solde de la Caisse s'élevait à 79,4 millions de dollars, comparativement à 76,8 millions de dollars au 30 septembre 2014.

Les revenus de la Caisse de grève, y compris les revenus de placements, s'établissaient à 15,0 millions de dollars pour l'exercice. Les dépenses pour la même période ont totalisé 10,7 millions de dollars. Il en résulte un surplus net pour l'exercice jusqu'à présent de 4,3 millions de dollars, avant les gains de placements non matérialisés de 2,1 millions de dollars.

## **GRÈVES, LOCK-OUT ET RÈGLEMENTS**

Section locale 608, Naramata Centre, Colombie-Britannique – 30 membres en lock-out depuis le 15 mai 2014.

Section locale 2262, Ville de Castlegar, Colombie-Britannique – 30 membres étaient en grève le 8 novembre 2014 et sont retournés au travail le 2 janvier 2015.

Section locale 7000, Southern Railway, Colombie-Britannique – 120 membres en lock-out depuis le 5 janvier 2015.

Section locale 2019, travailleurs municipaux de Happy Valley-Goose Bay – 44 membres en lock-out depuis le 13 janvier 2015 – règlement le 17 février 2015.

Section locale 3902-1, Université de Toronto – 6000 membres œuvrant en tant qu'assistants à l'enseignement, instructeurs en laboratoire, conférenciers et une gamme d'autres travailleurs de soutien à l'enseignement, en grève depuis le 27 février 2015.

Section locale 3903, Université York – 3700 membres œuvrant en tant qu'assistants à l'enseignement, assistants aux diplômés et enseignants contractuels, en grève depuis le 3 mars 2015.

## **RETARDS DANS LE PAIEMENT DE LA CAPITATION**

Pour le trimestre terminé en décembre 2014, le total de la capitation en retard s'élevait à 6 399 375 \$, soit une baisse de 784 525 \$ (10,92 %) par rapport au trimestre terminé en septembre 2014. Le total des retards a diminué de 4,76 % par rapport à décembre 2013.

## **RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE**

Le comité de direction de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI) se réunit régulièrement pour discuter, faire le point et gérer activement les projets de TI prévus et en cours du SCFP en 2015.

Tout au long du premier trimestre, nous nous attendons à terminer les projets suivants :

- SISL II - Le projet est entré dans la phase de « l'acceptation de l'utilisateur » et de l'intégration avec les autres phases des systèmes du SCFP. La mise en œuvre, ainsi que la documentation et la formation sont en cours de planification, et le déploiement est prévu à la fin de mars 2015.
- Solution de gestion de la mobilité (SGM) et nouvelle politique sur la mobilité – La solution a été lancée dans la région de Québec, et la mise en œuvre est commencée dans le reste du pays. Ce projet va élargir l'accès du SCFP, auparavant limité à la plateforme BlackBerry, à toute une gamme d'appareils et à un centre d'assistance bilingue offert en tout temps pour les appareils mobiles. Ce projet donne aussi lieu à la politique Apportez votre propre appareil, pour les employés qui n'ont pas droit à un téléphone mobile fourni par le SCFP.
- Le projet de vidéoconférence est maintenant terminé. La vidéoconférence est maintenant offerte au Québec, à Calgary, Dartmouth, Edmonton, Fredericton, Winnipeg, Sudbury, Regina, Saskatoon et St. John's et au bureau national du SCFP, au bureau régional de la Colombie-Britannique et au bureau régional de l'Ontario.
- Installation des ordinateurs de bureau/ordinateurs portables – Cette année, nous avons commencé à remplacer les ordinateurs de bureau/portables âgés de plus

de trois ans. Ce déploiement comprend aussi la mise à niveau de Microsoft Office, soit l'installation de la toute dernière version, Office 365, pour tous les utilisateurs du SCFP. Office 365 permettra aux employés du SCFP non seulement d'être à jour et d'avoir la dernière suite de Microsoft Office, mais de fournir aux membres une collaboration et des services plus fiables.

- E-mail Exchange 2013 – En conjonction avec l'installation d'Office 365, tous les serveurs de messagerie seront mis à niveau, et la version la plus récente des logiciels (2013) sera installée. Cela permettra à tous les utilisateurs non seulement de profiter des nouvelles fonctionnalités, mais la capacité de leur boîte aux lettres passera de 50 go à 500 go par utilisateur. Cela permettra également une plus grande flexibilité des capacités de sauvegarde et d'archivage.
- Projet SGEDD – Dans le cadre du projet de lancement du Système de gestion électronique des documents et dossiers, dix ateliers ont déjà été offerts. Il en reste cinq de plus pour terminer ce projet. Les ateliers sont conçus pour recueillir les commentaires représentatifs du personnel de tout le Canada, au National et régionaux. À ce jour, tous les ateliers ont suscité de l'enthousiasme, et les participants sont heureux que le SCFP demande leurs commentaires sur le processus de solution. L'adoption de l'utilisateur est la clé. Aussi, l'équipe du projet SGEDD est en train de terminer le Plan de gestion du changement qui permettra de définir les différents outils, tels que la prise de conscience, l'engagement, la communication, la rétroaction et la formation, qui seront nécessaires dans la transition de l'état actuel à l'état souhaité.

## **PROPRIÉTÉS ET BAUX**

### ***Propriétés***

À Markham (bureau régional de l'Ontario), le revêtement extérieur de l'édifice et le remplacement des puits de lumière sont terminés. J'ai le plaisir de signaler que ces deux projets ont été achevés en suivant les délais et le budget prévus.

En mars 2014, nous avons indiqué que nous envisagions des possibilités de réinstallation du bureau régional de la C.-B. Nous avons engagé un agent immobilier pour sonder le marché et trouver des immeubles plus appropriés en fonction de notre évaluation des besoins. Vingt-deux propriétés ont été examinées, et quatre ont été présélectionnées. Sur les quatre, deux sites potentiels ont été cernés, les deux avec l'option de location ou d'achat. Nous avons maintenant commencé à faire preuve de diligence raisonnable pour confirmer les détails et le caractère approprié de chacun. Les deux emplacements permettraient de répondre aux besoins croissants de notre bureau régional et de la division de la Colombie-Britannique. De plus, ils se trouvent à un emplacement idéal, à côté du Sky Train, ce qui offre une grande facilité d'accès pour notre personnel et les membres.

## **Baux**

Les travaux de rénovation intérieure du nouveau bureau de St. John's, à Terre-Neuve, sont terminés. Le personnel occupera ses nouveaux locaux le 27 février 2015.

Le bail de location du bureau de Windsor, en Ontario, a été renouvelé pour une période supplémentaire de cinq ans, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015 jusqu'au 30 juin 2020.

Le bail de location du bureau de Kitchener, en Ontario, a aussi été renouvelé pour une période supplémentaire de cinq ans, du 1<sup>er</sup> juillet 2015 jusqu'au 30 juin 2020.

Le bail de location du bureau de Sault Ste Marie, en Ontario, a été renouvelé pour une période supplémentaire de cinq ans. Le bail actuellement en vigueur pour ce bureau prévoit un préavis de 24 mois d'intention d'exercer l'option de renouvellement. Nous avons donc exercé cette option de renouvellement du bail, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2016 et prendra fin le 31 mai 2021.

À Prince George, en Colombie-Britannique, nous avons identifié une propriété pouvant répondre à nos besoins. Une offre de location conditionnelle a été exécutée en fournissant la période requise nous permettant de faire preuve de diligence. Les locaux de 6 700 pieds carrés seraient loués pour loger un bureau d'environ 4 000 pieds carrés et des salles de réunion. L'entente de location d'une durée de 11 ans entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2015. Les nouveaux locaux seraient aménagés selon les exigences du SCFP national, comportant une amélioration des installations en vue de salles de réunion dans un emplacement mieux adapté au personnel et aux membres.

Nous continuons d'explorer les options de renouvellement de bail ou de réinstallation des bureaux de Dalhousie, au Nouveau-Brunswick; de Timmins, Kenora et Thunder Bay, en Ontario; et de Medicine Hat, en Alberta.

## **CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES**

La Conférence du SCFP sur les droits de la personne qui a eu lieu au Centre des congrès RBC de Winnipeg, du 5 au 8 février 2015, a été un grand succès, et les membres qui ont participé à la conférence ont eu la chance d'écouter des panélistes et conférenciers remarquables. Les participants ont également eu l'occasion de visiter le Musée canadien pour les droits de la personne et de passer quelques heures à parcourir le musée et voir les expositions émouvantes.

Nous nous préparons maintenant au Congrès national de 2015, qui se tiendra à Vancouver, en Colombie-Britannique, du 2 au 6 novembre 2015, au Centre des congrès de Vancouver. Le SCFP établira alors son quartier général à l'hôtel Fairmont Vancouver, et les hôtels des délégués seront les suivants : Hyatt Regency Vancouver, hôtel Four Seasons, Pinnacle Vancouver Harbourside Hotel (précédemment le Renaissance Vancouver Harbourside Hotel) et l'hôtel Westin Bayshore. Nous venons de commencer les préparatifs, et nous

prévoyons un congrès passionnant. Les sections locales recevront le préavis pour les inscriptions par courrier le 6 mai prochain. Toute l'information sera également disponible sur notre site internet au [www.scfp.ca](http://www.scfp.ca).

## **FORMATION ET PERFECTIONNEMENT**

### ***Modules sur la santé mentale dans la série de cours pour les personnes déléguées syndicales***

Les membres réagissent très positivement aux deux nouveaux modules de la série de cours pour les personnes déléguées syndicales : *Comprendre la santé mentale* et *Créer des lieux de travail sûrs et psychologiquement sains*. Les modules sont basés sur l'expertise de l'Association canadienne pour la santé mentale et sur l'expérience des personnes conseillères et des personnes déléguées syndicales du SCFP pour assurer la pertinence et l'actualité du contenu. Les modules ont été mis à l'essai en Ontario (deux fois), en Nouvelle-Écosse, en Saskatchewan et au Manitoba. Nous organisons présentement une formation spéciale destinée au personnel et aux membres qui animeront ces modules. Nous collaborons étroitement avec le Service de la santé et de la sécurité pour assurer la cohérence entre la formation que nous offrons aux personnes déléguées syndicales et celle que le Service offre aux militantes et militants en santé et en sécurité sur les préjudices mentaux.

### ***Mettons notre force en action pour les élections***

Un nouvel atelier de 6 heures, ainsi qu'une version plus longue de 2,5 jours, devraient être offerts dans les mois qui viennent. Nous savons que beaucoup de nos membres ne votent pas. Mais nous savons aussi que lorsqu'ils le font, ils choisissent habituellement la candidate ou le candidat le plus progressiste. Les principaux objectifs de l'atelier sont de promouvoir l'engagement électoral des membres, d'accroître leur participation à tous les aspects des élections et de les aider à considérer leur syndicat comme un lieu où s'informer sur la politique. Les ateliers sont basés sur les méthodes du projet « Un monde plus juste » : aller là où sont les membres, écouter leurs préoccupations et bâtir des relations. Ils donneront aux participantes et participants les outils voulus pour parler à leurs membres d'enjeux électoraux et de l'importance de l'engagement, qu'il s'agisse de voter ou d'être candidate ou candidat.

Un premier atelier pilote de la version de 2,5 jours a eu lieu en Saskatchewan à la fin de janvier et un autre, offert à la fin de février au Manitoba. Une version prolongée du cours aura lieu en Alberta à la fin de mai. La version de 6 heures sera mise à l'essai en Alberta pour la Journée de l'éducation de la province, le 17 mars. Le cours doit aussi être offert à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et peut-être en Nouvelle-Écosse pendant le mois de mai.

## **Conférence sur les droits de la personne**

En collaboration avec le Service de l'égalité et d'autres collaborateurs, le Département du développement syndical a eu l'immense plaisir de contribuer au grand succès de la Conférence nationale sur les droits de la personne à Winnipeg. Trente-trois animatrices et animateurs ont été choisis et formés pour donner 12 ateliers en anglais et en français, conçus spécifiquement pour la conférence. Encore une fois, une équipe d'ombudspersonnes professionnelles a veillé à ce que tout le travail se fasse dans le respect. La conférence donnera certainement lieu à bien des actions et conversations positives au cours des prochaines années.

## **Programme d'alphabétisation**

### **Mise à jour du rapport sur le Fonds canadien pour l'emploi (FCE)**

L'équipe du Programme d'alphabétisation a demandé à Brigid Hayes, experte en alphabétisation, de rédiger une mise à jour du *Rapport sur le Fonds canadien pour l'emploi*. Basé sur une information diffusée en janvier 2015, le nouveau rapport, *Mise en œuvre de la Subvention canadienne pour l'emploi : synthèse pancanadienne*, examine en détail les processus élaborés et mis en œuvre partout au pays pour lancer la Subvention canadienne pour l'emploi (SCE). Les provinces et territoires, responsables d'administrer le Fonds qui remplace les ententes sur le marché du travail (EMT), en sont à différentes étapes du processus.

### **Les compressions continuent dans l'alphabétisation**

La dernière victime des compressions en alphabétisation est COPIAN, qui a fermé ses portes sans bruit à la fin de janvier 2015, après 25 ans au cœur du réseau de la communauté de l'alphabétisation au Canada. L'organisation sans but lucratif, autrefois connue sous le nom de « Base de données en alphabétisation des adultes », fournissait des ressources précieuses dans les deux langues à des centaines de groupes d'alphabétisation de tout le pays. Le Programme d'alphabétisation du SCFP, en collaboration avec les quelques organisations qui restent dans le domaine, a réussi à sauver au moins la bibliothèque en ligne de COPIAN qui sera de nouveau accessible dans quelques semaines.

Pour terminer sur une bonne note, le Programme d'alphabétisation a désormais sa propre page Facebook. Jetez un œil et « aimez » la page!

## **ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, notre confrère Brian Edgecombe sera président du conseil d'administration du Conseil de fiducie mixte du régime de retraite des employés du SCFP, et je serai vice-président.

Le Conseil de fiducie mixte tiendra sa première réunion de l'année à la fin mars. Lors de cette réunion, l'actuaire du régime présentera ce qui suit :

- Les résultats du rendement des placements du régime de retraite pour l'année 2014, qui sont estimés à un taux de rendement brut de 10,39 %;
- Les résultats préliminaires de l'évaluation du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Par suite du dépôt de l'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2014 auprès de l'organisme de réglementation, des paiements spéciaux totalisant 2,79 millions de dollars doivent être versés au régime pour l'année 2015.

Comme je l'ai mentionné dans mon rapport de décembre 2014, les fiduciaires ont procédé à l'ajout d'un mandat d'actions spécialisées (actions canadiennes à petite capitalisation) au portefeuille. Nous avons choisi Barrantagh Investment Management inc. comme gestionnaire du fonds.

Les préparatifs sont en cours pour la rédaction du Rapport aux membres 2014 et pour la vérification du régime de retraite.

Cette année, il y aura des élections pour les postes de fiduciaire de retraite et de fiduciaire de retraite suppléant. Les mandats de trois ans de ces deux postes se terminent le 31 décembre 2015. Le processus d'élection commencera au milieu du printemps.

### **Décès**

Mme Doreen Atkinson, épouse du regretté retraité Howie Atkinson – 11 décembre 2014  
Consœur Jane Inkman, secrétaire, bureau de Cranbrook – 28 décembre 2014  
Confrère Thomas Mayo, retraité, bureau régional de l'Atlantique – 9 janvier 2015  
Consœur Diane Jones, secrétaire, bureau régional de l'Ontario (composante du transport aérien) – 5 février 2015

### **Retraite**

Confrère Joseph J. Badali, bureau régional de la Colombie-Britannique – 1<sup>er</sup> février 2015  
Confrère Robert Bellerose, bureau régional du Québec – 1<sup>er</sup> février 2015  
Confrère Matthew Graves, bureau régional de l'Ontario – 1<sup>er</sup> mars 2015  
Confrère James Squires, bureau de Cornwall – 1<sup>er</sup> avril 2015  
Consœur Lise Therrien, bureau de Québec – 1<sup>er</sup> mai 2015  
Consœur Lorna Myers, bureau de New Glasgow – 1<sup>er</sup> mai 2015  
Consœur Monique Drapeau, bureau de North Bay – 1<sup>er</sup> juin 2015  
Consœur Susan Jansen, bureau de Victoria – 1<sup>er</sup> janvier 2016  
Consœur Mariette Danis, bureau national – 1<sup>er</sup> juin 2016

## CONCLUSION

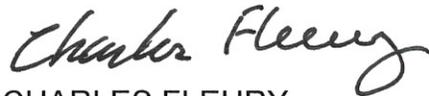
Même s'il est vrai que nous ferons face à de nombreux défis cette année, il est aussi vrai que nous avons commencé à nous unir comme jamais auparavant. Les militants, les dirigeants et le personnel du SCFP ont été très occupés en ce début d'année. Il semble que l'année à venir sera très dynamique.

Nous nous sommes engagés, avec le reste du mouvement syndical et nos alliés au sein des collectivités, de demander aux conservateurs de Stephen Harper de rendre des comptes, et à créer les conditions nécessaires au succès de l'élection de Thomas Mulcair, du NPD.

Nous atteindrons le succès lorsque nous nous rendons compte que travailler ensemble n'est pas seulement la bonne chose à faire: c'est aussi le moyen le plus efficace pour atteindre nos objectifs.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

:mar/sec